

PARK IN-KOOK

Président, Korea Foundation for Advanced Studies (KFAS)

Je suis In-kook Park, président de la Korea Foundation for Advanced Studies. J'ai présidé le troisième atelier sur la Chine et nous avons porté notre attention sur quatre points principaux. Le premier était l'impact du XIX^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) et ses implications. Le deuxième point portait sur la trajectoire des relations entre la Chine et les Etats-Unis, en particulier en vue des problèmes économiques de commerce bilatéral et d'autres problèmes sécuritaires associés. Nous avons tout particulièrement porté notre attention sur l'abaissement de la note de crédit de la dette souveraine chinoise par les agences Moody's et S&P's, alors que le FMI a revu à la hausse la prévision de croissance de la Chine de 6,7 à 6,8 %. Le troisième point abordé concernait la réponse de la Chine à la crise nucléaire nord-coréenne, et le quatrième portait sur les nouvelles politiques étrangères chinoises, notamment la Nouvelle Route de la Soie et la politique commerciale, dont le futur du Partenariat Trans-Pacifique et du Partenariat économique régional global.

Durant cet atelier, nous avons deux participants américains, deux Chinois, un Coréen, un Japonais et un Français. Etant donné la sensibilité des sujets abordés, nous avons convenu que chacun s'exprimerait non pas au nom de son gouvernement mais en son propre nom. Tout d'abord, un des participants chinois a commencé par répondre à ma question : pourquoi le président Xi Jinping a-t-il tenu un discours de 3 heures et demi pendant le XIX^e congrès ? Le participant a répondu qu'il s'agissait d'une occasion spéciale pour le président et qu'il voulait expliquer ses intentions de manière très systématique concernant le socialisme et ses caractéristiques chinoises dans la nouvelle ère. C'était un peu long, mais son discours faisait désormais partie de la Charte du Parti communiste. Dans le même temps, le participant chinois a indiqué qu'il pensait que ce discours serait inclus dans la Constitution chinoise l'année suivante.

Il a aussi souligné les principales contradictions chinoises, notamment un développement déséquilibré et inadéquat, l'aspiration de la population à un meilleur niveau de vie, etc. Désormais, si le développement économique de la Chine n'est plus négatif, il demeure difficile de répondre aux besoins de la population ; c'est un point central.

Par ailleurs, concernant les problèmes de politique étrangère, il a souligné à la fois des éléments de continuité et de changement. En termes de changement, si la Chine parlait toujours de réformer l'ordre mondial pour le rendre plus juste et équitable, désormais, elle parle de maintenir l'ordre mondial, en gardant l'idée de le rendre plus juste et équitable. Il a également souligné que le pays a su profiter de l'ordre mondial et qu'il est désormais un acteur plus responsable qui devient petit à petit une superpuissance. En tant que superpuissance, il ne peut se permettre une conduite irresponsable et doit maintenir l'ordre.

De même, l'intervenant a affirmé que le développement positif de la Chine peut maintenant devenir un modèle pour d'autres pays en voie de développement. Xi Jinping lui-même a parlé d'un socialisme à caractéristiques chinoises. Qu'entend-on par caractéristiques chinoises ? Cela signifie qu'il n'existe pas de modèle chinois universel, mais en même temps, la Chine indique aussi aux pays en développement qu'ils ne sont pas obligés de suivre l'approche occidentale du développement et qu'ils doivent trouver leur propre voie, à la manière de l'approche chinoise. Dans les cinq années à venir, la Chine sera marquée par davantage de continuité que de changement en termes de politique étrangère, l'empreinte de Xi sera visible et la politique étrangère chinoise serait plus pragmatique.

Après cette argumentation, les autres membres du panel ont exprimé des contrarguments, notamment que la Chine vise à devenir l'arbitre politique ou militaire en Asie-Pacifique d'ici 2050. Par conséquent, on pouvait s'attendre à une Chine plus assertive dans les cinq années à venir. Un autre participant a également affirmé que la Chine avait 14 voisins mais ces derniers ne voulaient pas d'une alliance avec elle, bien qu'ils souhaitent renforcer leurs liens commerciaux avec le pays. La Chine était également en conflit avec de nombreux voisins, ainsi devait-elle tenter d'améliorer ses relations avec ces pays à la suite du XIX^e congrès.

Nous avons parlé des questions économiques avec l'expert chinois présent. Il a indiqué qu'il existait deux éléments de continuité et un changement, ce dernier affectant les premiers. La condition nationale était et continuerait de se trouver aux premières étapes du socialisme. Cela ne changerait pas. Deuxièmement, le statut de la Chine en tant que premier pays en développement n'a pas changé. Je ne suis pas certain de savoir combien de personnes conviennent de statut, mais ce sont des points majeurs qu'il a présentés comme facteurs de continuité. Le facteur de changement, quant à lui, consiste en ce que par le passé, il y avait une contradiction entre les besoins croissants de la population en termes de confort matériel et d'aspiration culturelle et le niveau bas de production et de l'offre. Mais désormais, la contradiction a changé. Elle existe désormais entre le besoin croissant d'une meilleure qualité de vie et le niveau de développement actuel qui est inadéquat. C'est pour cette raison que la Chine devrait faire plus attention à la qualité plutôt qu'à la quantité pour offrir une qualité de vie et un environnement meilleurs à sa population.

L'intervenant a par ailleurs mentionné une phase en trois étapes pour les 30 prochaines années concernant la politique chinoise. La première étape s'étendrait d'aujourd'hui à 2020, durant laquelle la Chine terminerait de construire une société modérément prospère. De 2022 à 2035, elle réaliserait la modernisation socialiste. Durant la troisième étape, de 2035 à 2050, la Chine deviendrait un grand pays socialiste moderne. Il nous est difficile de clairement différencier ces trois concepts, mais sa conclusion était qu'il n'y aurait plus d'objectif de croissance du PIB car les Chinois se préoccuperaient davantage de la qualité que de la quantité. Il existe également de nouvelles stratégies de développement. Il y a la Nouvelle Route de la Soie et il y aura également l'évolution de la zone de libre-échange à la zone franche. Les zones de libre-échange devaient être au nombre de 11 villes auparavant, mais désormais la Chine envisage de nouveaux concepts, comme celui de la zone-franche, par exemple à Singapour.

Concernant l'abaissement de la note de crédit de la dette souveraine chinoise par les agences Moody's et S&P's pour la première fois depuis plus de 20 ans, les participants chinois l'ont nié catégoriquement en disant que les deux organisations s'étaient trompées et avaient utilisé le mauvais modèle. Le participant américain convenait également qu'on ne pouvait pas se fier à l'analyse de ces deux agences. Par la suite, un participant américain a souligné qu'alors que Xi Jinping prononçait des discours de 32 000 caractères, le président américain écrivait des tweets de 144 caractères, et que la puissance hégémonique s'était donc déplacée. Il y avait une réémergence de la multipolarité et un nouvel équilibre entre les puissances. C'est pourquoi les Etats-Unis devaient protéger leurs alliances en Asie pendant que la Chine gagnait en influence.

La question nord-coréenne était très sérieuse et urgente et selon son analyse, l'accent était trop souvent mis sur la Corée du Nord. Lorsqu'il s'était adressé à des citoyens américains à Washington, 95 % d'entre eux avaient affirmé que la réponse ne se trouvait pas en Corée du Nord, mais en Chine. Il pensait que c'était une conception erronée, même si la Chine était un acteur nécessaire pour résoudre le problème nord-coréen. En même temps, il proposait cinq étapes. La première concernait le fait que la Corée du Nord n'avait pas démontré qu'elle pouvait opérer un mirage de missiles antibalistiques. Le pays n'était pas encore prêt à engager des pourparlers et les prochaines discussions ne pourraient pas se tenir avant 6 à 12 mois. Deuxièmement, nous devons augmenter le système de défense antimissile. Les États-Unis devaient construire plus de lanceurs, même si la défense antimissile n'était même pas fiable même à 50 %. Je ne suis pas certain de l'exactitude de ce chiffre mais c'est ce qu'il a soutenu. Troisièmement, nous devons augmenter la gamme de missiles en Asie du Nord-Est. Les Etats-Unis étaient les seuls à défendre le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, alors que tout le monde y contrevenait. Les États-Unis devaient quitter le traité, placer un missile de portée moyenne en Asie du Nord-Est, menacer la Corée du Nord et renforcer des moyens de dissuasion. Quatrièmement, il a soutenu la réintroduction d'armes nucléaires tactiques sur les navires américains afin de faire baisser la probabilité de guerre nucléaire entre la Corée et le Japon, et également afin d'améliorer les actions secrètes contre la Corée du Nord. À l'heure actuelle, 7 millions de dollars étaient dépensés au profit d'actions secrètes. Pendant la guerre froide, bien davantage de ressources avaient été utilisées en Europe de l'Est. C'était son argument.

Il a également suggéré que, dans le domaine stratégique, les États-Unis devaient permettre à la Chine de devenir une partie prenante plus responsable. Les États-Unis devaient s'écarter des stratégies indo-pacifiques traditionnelles. La relation américaine avec l'Asie sous le gouvernement Obama était presque comme une autre OTAN : pas d'action, seulement des discussions. Ainsi, les Etats-Unis devaient ajuster leur position face au projet de la Nouvelle Route de la Soie et ne pas s'y opposer, mais au contraire actualiser le système de Bretton Woods. C'est une idée toute neuve.



Un autre participant américain a partagé sa propre analyse des 10 premiers mois du gouvernement Trump. Je vais vous la résumer sous forme de quatre catégories : les domaines dans lesquels leurs tentatives avaient été fructueuses, ceux dans lesquels leurs tentatives avaient été infructueuses, ceux dans lesquels Trump avait commis de graves erreurs – nous avons eu une très bonne discussion à ce sujet – et aussi, quelques observations sur l'avenir du commerce et le conflit entre la Chine et les États-Unis. Le participant coréen, qui avait été ministre du Commerce, était très inquiet du conflit potentiel ou de la guerre commerciale possible entre les États-Unis et la Chine. Il a fait part de ses préoccupations au niveau chinois et américain.

Le participant japonais a indiqué que M. Abe avait de l'influence. Il maintenait des relations très personnelles et étroites avec Trump. D'après ses observations, Trump ne pouvait pas rester assis plus de trois heures pour discuter de sujets importants. La meilleure façon de lui parler pendant plusieurs heures d'affilée était de jouer au golf avec lui, et c'est pour cette raison que MM. Abe et Trump feraient une partie de golf le jour même. Il voyait cette rencontre de manière positive. Le participant japonais a rappelé que l'idée d'Abe intitulée le « Diamant de sécurité démocratique d'Asie », qui englobe l'Inde et la Chine, était un nouveau concept à prendre en compte, permettant notamment l'instauration de normes telles que la liberté de navigation. Mais le participant chinois s'est opposé catégoriquement à ce concept, car si Abe insistait sur cette idée, il la contestait ouvertement en créant des coalitions avec les États-Unis, l'Inde et l'Australie et en isolant ainsi la Chine, ce qui était contradictoire et allait à l'encontre de la mise en œuvre de ce concept.

Le participant européen a ensuite analysé le système de la Nouvelle Route de la Soie. Il soutenait fermement ladite initiative et la considérait comme le nouveau Plan Marshall du XXI^e siècle qui inclurait 3 milliards de personnes.

J'ai encore d'autres éléments intéressants à partager mais je pourrais vous en faire part durant la pause. Merci.